

**Assemblée générale**

Distr. générale  
4 juin 1999  
Français  
Original: anglais

---

**Comité spécial chargé d'étudier la situation  
en ce qui concerne l'application  
de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance  
aux pays et aux peuples coloniaux**

**Bermudes****Document de travail établi par le Secrétariat**

## Table des matières

	<i>Paragraphe</i>	<i>Page</i>
I. Généralités .....	1-3	3
II. Évolution constitutionnelle et politique .....	4-13	3
A. Généralités .....	4-10	3
B. Partis politiques et élections .....	11-13	4
III. Activités liées à la fermeture des bases militaires .....	14-18	4
IV. Situation économique .....	19-54	5
A. Généralités .....	19-23	5
B. Finances publiques .....	24-31	5
C. Secteur bancaire .....	32-33	6
D. Commerce international .....	34-42	6
E. Communications et transports .....	43-48	7
F. Tourisme .....	49-54	8
V. Situation sociale .....	55-78	8
A. Discrimination raciale et questions relatives aux femmes .....	55-63	8
B. Emploi .....	64-67	10

C.	Santé publique et environnement .....	68-74	10
D.	Prévention des drogues, système de justice pénale et police .....	75-78	11
VI.	Éducation .....	79-86	12
VII.	Statut politique futur .....	87-93	12
A.	Référendum pour l'indépendance .....	87	12
B.	Position de la Puissance administrante .....	88-89	13
C.	Position du gouvernement du territoire .....	90-91	14
D.	Décision de l'Assemblée générale .....	92-93	14

## I. Généralités

1. Les Bermudes<sup>1</sup> sont situées dans la partie ouest de l'océan Atlantique, à environ 917 kilomètres à l'est du cap Hatteras, au large de la côte de la Caroline du Nord (États-Unis d'Amérique). Elles doivent leur nom au navigateur espagnol Juan de Bermudez, qui fut le premier à découvrir l'archipel en 1503 et en a établi une carte. En 1612, alors qu'elles étaient connues sous le nom d'îles Somers, en mémoire du colonisateur britannique des Bermudes, l'amiral Sir George Somers qui y était arrivé en 1609, les Bermudes étaient régies par la troisième charte de la Compagnie de Virginie. La charte a été révoquée en 1684 et les Bermudes sont devenues une colonie de la Couronne britannique.

2. Le territoire a une superficie totale de 53,35 kilomètres carrés et consiste en un archipel de quelque 150 îles et îlots qui s'étendent du nord-est vers le sud-ouest, le long d'un volcan sous-marin éteint. Beaucoup de ces îles sont reliées entre elles; leur altitude moyenne est de 30 mètres et le point culminant s'élève à 86 mètres. Le terrain est en général vallonné, avec des dépressions fertiles et quelques zones marécageuses. L'île principale a une longueur de 22,5 kilomètres et une largeur de 3,2 kilomètres. Sa superficie est d'environ 3 650 hectares et, dans la majeure partie, consiste en une vallée fertile et peu profonde.

3. Selon les estimations faites en juillet 1997, la population des Bermudes était de 62 569 habitants, dont 61 % était d'origine africaine et 39 % d'origine blanche ou autre. Le dernier recensement officiel, organisé en 1992, donnait une population de 60 075 habitants.

## II. Évolution constitutionnelle et politique

### A. Généralités

4. Les Bermudes sont administrées par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et en sont la plus ancienne colonie. Les gouverneurs sont nommés par la Reine et le Gouvernement du Royaume-Uni, après consultation avec le Premier Ministre des Bermudes. En juin 1997, la Reine Elizabeth II a nommé John Thorold Masefield Gouverneur des Bermudes.

5. La Constitution des Bermudes, promulguée en juin 1968 et modifiée en 1973, 1979 et 1989, contient des dispositions sur la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, sur les pouvoirs et les obligations du Gouverneur, ainsi que sur la composition, les compétences et les

règles de procédures du Parlement, du pouvoir exécutif, du pouvoir judiciaire et de la fonction publique. Le Royaume-Uni conserve la responsabilité de la défense, des affaires extérieures et de la sécurité intérieure.

6. Les Bermudes ont un système de gouvernement parlementaire. Le Gouvernement des Bermudes comprend un gouverneur, un vice-gouverneur, un cabinet et un parlement bicaméral composé d'une chambre d'assemblée de 40 membres élus au suffrage direct et d'un sénat de 11 membres désignés de la façon suivante : cinq membres sont nommés par le Gouverneur, sur recommandation du Premier Ministre, trois sur recommandation du chef de l'opposition et trois par le Gouverneur à sa discrétion. Les 40 membres de la Chambre d'assemblée sont élus au suffrage direct pour un mandat d'une durée maximale de cinq ans. La Chambre existe depuis 379 ans et seules les assemblées législatives du Royaume-Uni et d'Islande seraient plus anciennes.

7. Le Gouverneur, qui est nommé par le monarque britannique comme indiqué plus haut, est responsable de la défense, des affaires extérieures, de la sécurité intérieure et de la police. Il délègue certaines de ses responsabilités dans ces domaines au gouvernement du territoire. Dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés, le Gouverneur est tenu de consulter le Conseil du Gouverneur, qu'il préside, et qui comprend en outre le Premier Ministre et deux ou trois ministres désignés par ce dernier. Le Premier Ministre, Jennifer Smith, du Parti travailliste et progressiste, qui vient d'être élue, et son cabinet assument tout le long de la législature l'entière responsabilité des affaires gouvernementales, sauf dans les domaines réservés au Gouverneur. Le Secrétaire du Cabinet, nommé par le Gouverneur sur recommandation du Premier Ministre, est à la tête de la fonction publique; il est aussi le Secrétaire du Conseil du Gouverneur.

8. En tant que colonie de la Couronne, les Bermudes n'ont pas de relations internationales politiques indépendantes. Elles maintiennent une force de défense de 700 personnes; la population masculine adulte est soumise à la conscription et doit, pendant trois ans, participer à des exercices hebdomadaires et à un camp d'entraînement annuel. Les Bermudes ont une force de police d'environ 450 agents à temps complet et plusieurs centaines de réservistes à temps partiel. Le régiment aide la police des Bermudes à maintenir l'ordre sur toute la surface du territoire.

9. On estime que le Gouvernement des Bermudes emploie plus de 14 % de la population du territoire. Il y a 9 conseils paroissiaux nommés, 2 conseils municipaux élus et 108 conseils gouvernementaux. Le Gouvernement bermudien verse aussi le traitement du Gouverneur.

10. Le droit et le système juridique des Bermudes s'inspirent du modèle britannique; la plus haute cour d'appel est le Conseil privé du Royaume-Uni<sup>2</sup>.

## B. Partis politiques et élections

11. Le territoire compte trois partis : le Parti uni des Bermudes, le Parti libéral national et le Parti travailliste et progressiste (PLP). Le Premier Ministre, choisi dans le parti de la majorité, dirige un cabinet comprenant un maximum de 14 membres issus du corps législatif.

12. Lors des élections générales les plus récentes, qui ont eu lieu aux Bermudes le 9 novembre 1998, le PLP de Jennifer Smith a remporté la majorité avec 12 sièges au Parlement territorial, battant le Parti uni des Bermudes et prenant le pouvoir pour la première fois dans les 35 ans qui se sont écoulés depuis l'instauration du système multipartite en 1968. Les prochaines élections doivent avoir lieu en octobre 2003<sup>2</sup>.

13. Les analyses de la presse indiquent que la victoire du PLP est largement imputable au changement d'orientation du Parti qui est passé de gauche à une position plus centriste. Le Parti s'est engagé à favoriser davantage de programmes sociaux pour les Bermudiens et à s'attaquer aux problèmes clefs de l'éducation et de la formation, du recrutement et de la place des Bermudiens dans la population active et de l'accès à des logements à prix modéré.

## III. Activités liées à la fermeture des bases militaires

14. Jusqu'en septembre 1995, les États-Unis maintenaient une base aéronavale aux Bermudes; l'évacuation de la base a libéré un dixième de la superficie totale du territoire. Les informations portant sur les activités liées à la fermeture des bases militaires en 1993 et 1994 figurent dans les précédents documents de travail sur le territoire établis par le Secrétariat (A/AC.109/1189, par. 31 à 35 et A/AC.109/2020, par. 10 et 11). On se souviendra qu'en octobre 1995, Grant Gibbons, alors Ministre des finances, annonçait la fermeture des bases et installations militaires suivantes : la base aéronavale américaine de St. David, l'annexe de la marine américaine et les installations de Tudor Hill à Southampton; et l'ancienne base des forces canadiennes à St. Daniel's Head. Il a déclaré que cette décision se traduirait pour les Bermudes par un déficit annuel d'environ 50 millions de dollars des États-Unis correspondant aux recettes en devises imputables au fonctionnement de ces bases. Le Ministre a ensuite présenté un plan à long terme pour l'utilisation des terres devant passer sous

la juridiction du Gouvernement après les fermetures. Ce plan comprend divers projets de développement : construction d'un terrain de golf et autres projets liés au tourisme; création d'un centre de pêcheries commerciales, d'un parc technologique, d'un centre de recherche et de formation et d'un port de plaisance; et dotation en équipements de loisirs. Sa mise en oeuvre pourrait se traduire par la création de 3 000 emplois supplémentaires aux Bermudes. Les projets sont gérés par un organisme paraétatique, la Bermuda Land Development Company (A/AC.109/2041, par. 8 et 9). Les frais de remise en état de l'ancienne base américaine sont pris en charge par le Gouvernement par l'intermédiaire de la Bermuda Land Development Company, qui a été créée en 1996 après le départ des forces militaires britanniques, américaines et canadiennes de leurs bases respectives.

15. La fermeture des bases militaires américaines a légué un problème environnemental considérable tenant à l'amiante qui était utilisé dans les bâtiments des bases et les autres installations. On enlève actuellement l'amiante des immeubles en cours de démolition et les Bermudes auraient actuellement environ 525 conteneurs d'une capacité de 20 tonnes pleins d'amiante.

16. La situation en matière d'environnement est unique à bien des égards. Le terrain où est située l'ancienne base connaît également des problèmes de pollution du sol et des eaux souterraines. La terre est évidemment rare, les ressources en eau douce extrêmement limitées, et les capacités de stockage des déchets dangereux inexistantes. Il s'agit de l'une des régions coralliennes les plus septentrionales, ce qui rend l'environnement marin également très fragile. Par ailleurs, les déchets industriels et les eaux d'égout non traitées qui ont été, au fil des années, évacués dans la grotte de Bassetts constitueront une menace pour le circuit d'alimentation en eau du territoire si on ne s'en débarrasse pas. Les réservoirs de pétrole souterrains et en surface – souvent dans un piètre état – fuient et le pétrole s'infiltre dans le sol et les eaux souterraines. Les décharges laissées sur place représentent également une menace pour l'environnement.

17. Le précédent Gouvernement des Bermudes s'est efforcé en vain de faire payer aux États-Unis les frais de nettoyage des parties polluées des anciennes bases. Il avait demandé 55 millions de dollars mais se serait vu répondre que la pollution ne présentait pas un danger imminent et substantiel connu pour la santé humaine et la sécurité. Le Royaume-Uni et le Canada ont contribué à la dépollution de leurs anciennes bases. Le Royaume-Uni appuiera également la requête des Bermudes demandant à ce que les États-Unis assument les frais de l'élimination de la pollution qu'ils ont causée.

18. D'après les médias, le nouveau Gouvernement des Bermudes a repris contact avec le Gouvernement des États-

Unis à ce sujet. Il a invité des parlementaires américains à se rendre aux Bermudes pour voir de leurs propres yeux les problèmes de pollution existant dans les anciennes installations navales américaines.

## IV. Situation économique

### A. Généralités

19. Les Bermudes n'ont pas de ressources naturelles, au sens classique du terme, qui puissent servir de base à une économie viable. Toutefois, elles ont tiré parti de leur site et de la beauté de leurs paysages pour développer une industrie du tourisme réputée, qui demeure un élément important de l'économie du territoire. Les transactions internationales apportent également une contribution importante à l'économie des Bermudes, car elles font entrer beaucoup de devises. Le territoire tire aussi des recettes des transports maritimes, des investissements et d'autres biens et services.

20. Les secteurs manufacturier et agricole apportent une contribution modeste à l'économie des Bermudes. Les industries manufacturières locales comprennent l'imprimerie, le traitement des produits de la pêche, la réparation des navires et la fabrication de peinture. Ces dernières années, le Gouvernement a essayé d'attirer des sociétés spécialisées dans les techniques de pointe afin de développer l'informatique dans le territoire. L'agriculture est limitée en raison de la faible surface des terres arables.

21. Selon les estimations de l'Economist Intelligence Unit, le taux d'inflation des Bermudes était de 2,0 % en 1998. Le produit intérieur brut (PIB) par habitant, considéré comme l'un des plus élevés dans le monde, est passé à 2 443 dollars. La croissance réelle du PIB a été de 2 %. Les recettes publiques pour l'exercice financier achevé le 31 mars 1998 ont augmenté de 8,4 % pour passer à 517,5 millions de dollars, alors que les dépenses ont augmenté de 5,9 % pour atteindre 524,1 millions de dollars. En conséquence, le déficit budgétaire a été ramené à 0,3 % du PIB. Les augmentations les plus importantes des recettes du Gouvernement proviennent de l'impôt sur les salaires et des droits de douane, ce qui indique une augmentation de l'emploi et de la consommation dans l'économie locale. Les principales augmentations des dépenses ont été enregistrées dans les domaines de l'éducation, de la santé et des services sociaux.

22. Dans les budgets successifs, le Gouvernement a augmenté toute une série de taxes et de droits pour les services publics; un impôt sur les ventes immobilières par des non-Bermudiens a été instauré en 1995. Il n'existe pas d'impôt sur le revenu et les droits de douane représentent environ

35 % des recettes publiques; les autres sources importantes de recettes sont les droits d'enregistrement des sociétés, les droits de timbres et les impôts fonciers, les taxes sur l'emploi, l'imposition des hôpitaux, la redevance automobile, les taxes hôtelières et de départ, et les taxes perçues sur la vente de cigarettes. Pour ce qui est des dépenses, ces dernières années ont été marquées par des efforts croissants en vue d'améliorer la compétitivité du secteur touristique et de renforcer les qualifications des Bermudiens.

23. La dépendance considérable des Bermudes vis-à-vis des importations, principalement en provenance des États-Unis, et le rattachement de la monnaie du territoire à la devise américaine font que le taux d'inflation suit celui des États-Unis<sup>2</sup>.

### B. Finances publiques

24. Le premier budget du Gouvernement du PLP, présenté en février 1999, vise à appliquer son plan de reconstruction sociale et économique. Selon le Gouvernement, ce budget doit garantir la confiance dans le monde des affaires; il augmente les recettes sans majorer les impôts et, dans le même temps, il promet des investissements prudents pour répondre à certains des besoins sociaux de la communauté, en particulier dans les domaines du logement, de l'éducation, de la santé et de la sécurité publique<sup>3</sup>.

25. Le nouveau Gouvernement a hérité d'une économie robuste, avec un PIB de 2 339 dollars en 1997 et 2 433 dollars en 1998<sup>4</sup>, soit une croissance de 3,0 % en 1997 et de 2 % en 1998. Le Gouvernement prévoit une croissance nominale de 4 % du PIB en 1999/00, avec une inflation de 2 %.

26. En présentant un budget qui passe le cap du demi-milliard de dollars (les recettes prévues pour 1999/00 devraient s'élever à 551,6 millions de dollars)<sup>3</sup>, le nouveau Ministre des finances a déclaré que les dépenses seraient axées sur l'amélioration de la qualité de vie de tous les Bermudiens. Plus de 511 millions de dollars devraient être portés au débit du compte des opérations courantes du pays, ce qui représente environ 36 millions de dollars de plus que les dernières projections. Les recettes devraient augmenter principalement en conséquence de l'expansion des activités offshore du territoire, pour passer à 550 millions de dollars, soit une augmentation de 20,3 millions de dollars par rapport au budget de 1998/99. Le gros des nouvelles recettes serait consacré à l'éducation (22 % du budget) et à la formation, à la santé et aux services sociaux (31 %), des montants moins importants étant affectés au maintien de l'ordre et au règle-

ment de la crise du logement. On a reproché au Gouvernement de ne pas suivre une politique fiscale plus audacieuse.

27. Selon le Ministres des finances, le tourisme et le commerce international sont encore la principale source de devises pour les Bermudes. Le niveau de fréquentation touristique est toutefois inférieur aux prévisions. Malgré des marchés financiers instables, la croissance des échanges internationaux s'est poursuivie en 1998 et de nouvelles immatriculations ont porté le nombre total de sociétés inscrites sur le registre international à 10 556 à la fin du troisième trimestre 1998. En 1997, on recensait 26 nouvelles sociétés internationales ayant une 'présence physique', soit 327 au total.

28. Les Bermudes ont toujours un taux d'inflation faible et stable, qui a diminué de 2% au cours des trois premiers trimestres de 1998. L'enquête de 1998 sur l'emploi indique que le taux de création d'emplois aux Bermudes se ralentit; il montre une augmentation nette de 108 emplois alors que l'enquête de 1997 signalait une augmentation de 663. Les sociétés internationales ont connu la plus forte augmentation des emplois, suivies par les services commerciaux et le bâtiment. Le nombre d'emplois dans les hôtels a toutefois baissé et il en est de même dans les restaurants, les bars et les cafés.

29. La balance des paiements courants a enregistré un excédent record de 174 millions de dollars en 1997 et on prévoit un nouvel excédent pour 1998. À la fin du deuxième trimestre de 1998, le compte courant avait déjà affiché un excédent de 91 millions de dollars. Outre la croissance rapide des gains en devises des sociétés internationales, les recettes provenant des investissements deviennent un facteur important dans la réalisation de ces excédents.

30. Le nouveau Gouvernement doit procéder à une révision du système fiscal. Un rapport demandé par le précédent gouvernement du Parti uni des Bermudes doit être rendu public<sup>4</sup>. Le PLP s'est engagé à ne pas instaurer un système d'impôt sur le revenu et a abandonné une proposition antérieure tendant à élargir l'assiette fiscale pour inclure un impôt sur les revenus des placements des particuliers. Afin de créer la confiance dans le monde des affaires, le Gouvernement prolongera de quatre ans, jusqu'à 2020, la loi qui régit les sociétés internationales et les exonère d'impôt.

31. D'après certains analystes, la menace de l'Union européenne, de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et du Groupe des Sept de prendre des mesures contre une concurrence fiscale déloyale dans les territoires offshore devrait nuire au secteur financier des Bermudes. Les Bermudes devaient envoyer des délégués à l'OCDE en mai pour faire valoir leur point de vue. Dans son

Livre blanc publié en mars 1999 (voir par. 89 ci-dessous), le Gouvernement britannique offrirait la citoyenneté complète à ses «territoires d'outre-mer» tout en invitant les territoires à respecter certaines normes financières internationales.

### C. Secteur bancaire

32. Les banques étrangères n'ont pas le droit de s'établir aux Bermudes; les banques locales bénéficient par conséquent du quasi-monopole des transactions internationales lucratives qu'elles effectuent pour le compte de leurs clients extraterritoriaux.

33. Fondée en 1889, la Bank of Bermuda occupe le 684e rang dans le classement international des banques et la Bank of Butterfield le 795e. Une troisième banque, la Bermuda Commercial Bank, créée en 1969 et seule banque appartenant à des Bermudiens d'origine africaine, a été acquise en 1993 par la First Curaçao International Bank, domiciliée aux Antilles néerlandaises. La Banque centrale, qui est l'autorité monétaire des Bermudes, a été créée aux termes de la loi de 1969 sur les questions monétaires (*Bermuda Monetary Act*, 1969).

### D. Commerce international

34. L'apport des sociétés internationales à l'économie des Bermudes continue de jouer un rôle important dans l'essor économique du territoire. Toutefois, les sociétés internationales s'inquiéteraient de la mise en oeuvre par le Parti travailliste et progressiste de son programme social et de son intention d'adopter un programme d'assurance chômage contributif, ce qui ferait des Bermudes une destination plus coûteuse pour les entreprises. La volonté du Parti travailliste et progressiste d'accroître le nombre de Bermudiens dans les entreprises internationales pourrait faire baisser le nombre de permis de travail accordés aux étrangers. L'emploi de travailleurs étrangers, qui représentent 19 % de la main-d'oeuvre, est une source majeure de mécontentement de la population locale.

35. Les Bermudes sont l'une des principales places bancaires et financières internationales offshore, un important centre d'assurance et un lieu d'implantation privilégié pour les sociétés spécialisées dans la réassurance des sociétés internationales. La croissance de ce secteur est surtout imputable à la hausse des tarifs de la réassurance internationale en Europe et en Amérique du Nord, ainsi qu'aux réglementations financières du territoire et à la non-imposition des bénéfices, dividendes ou revenus.

36. Les compagnies d'assurance et de réassurance et les sociétés financières constituent le fer de lance de la croissance du commerce international. Le secteur des assurances a commencé à prospérer peu après la Seconde Guerre mondiale<sup>5</sup>, quand les entreprises américaines se sont aperçues qu'elles pouvaient économiser de l'argent grâce à un jeu d'écritures connu sous le nom de compagnie d'assurance captive qui permet à une entreprise de s'auto-assurer et de déduire les primes de son revenu imposable. Un grand nombre d'entreprises américaines ont créé des compagnies d'assurance captives dans les Bermudes, qui en comptent aujourd'hui environ 1 400, soit le plus grand nombre au monde.

37. D'après des études réalisées par des professionnels, les Bermudes sont devenues une «extension pratique» du secteur américain de l'assurance et ont réussi, d'une manière générale, à se tenir à l'écart de pratiques comme le blanchiment de l'argent, le trafic de drogues et les opérations financières frauduleuses qui ont terni l'image d'autres territoires considérés comme des paradis fiscaux<sup>5</sup>.

38. D'après une étude réalisée par la société Swiss Re, les assureurs implantés dans les Bermudes détiennent 5 % du marché mondial, soit 6 milliards de dollars. Les Bermudes continuent d'être au premier rang mondial pour ce qui concerne la création de compagnies d'assurance captives. Selon une étude annuelle effectuée par la société Tillinghast-Towers Perrin, en 1998, les Bermudes ont délivré 94 nouvelles licences d'exploitation dans le secteur de l'assurance, dont 63 à des compagnies captives.

39. Compte tenu du déclin de l'industrie touristique, le secteur des assurances est devenu ces dernières années la principale source de revenus des Bermudes puisqu'il a rapporté, au cours du dernier exercice budgétaire, 757,6 millions de dollars, contre 472,3 millions de dollars pour le tourisme. La Bermuda International Business Association collaborerait actuellement avec le Gouvernement en vue de modifier la législation de l'île, ce qui permettrait d'attirer encore plus de compagnies d'assurance.

40. Les Bermudes disposent d'un registre maritime qui place le territoire au cinquième rang mondial dans ce secteur et surpasse le tourisme en matière de recettes en devises et de recettes publiques.

41. La Bourse des valeurs des Bermudes, créée il y a 27 ans, continue de se présenter comme une entité offshore auprès des sociétés qui veulent être cotées en bourse. À la fin de 1998, 251 titres étaient inscrits, y compris 170 fonds de placement, 13 agents de change et 4 agents souscripteurs. Le volume total des transactions a dépassé 27 milliards de

dollars. La Bourse met actuellement en place un nouveau système informatisé de transactions<sup>4</sup>.

42. L'agence de notation financière Standard and Poor's a confirmé la note AA pour les emprunts en devises à long terme garantis par l'État bermudien. La situation devrait rester stable, compte tenu du fait que les Bermudes ont réussi à attirer et à conserver sur leur territoire des sociétés de services financiers offshore, notamment des compagnies d'assurance et de gestion de placements.

## E. Communications et transports

43. D'après les professionnels, l'infrastructure de transports et de télécommunications est de très bonne qualité, ce qui correspond aux revenus élevés et aux besoins importants des principales activités économiques. Le territoire continue de présenter un attrait particulier pour les sociétés internationales de télécommunications novatrices<sup>4</sup>.

44. Le système de télécommunications internationales a été récemment libéralisé. Depuis mai 1997, la société Cable and Wireless ne jouit plus du monopole qu'elle détenait depuis longtemps, la société TeleBermuda International ayant été autorisée à offrir ses services. La Bermuda Telephone Company est le principal fournisseur d'appels locaux. En 1998, un nouveau concurrent, Quantum Communications, a commencé à offrir ses services.

45. Project Oxygen, qui a établi son quartier général à Hamilton, construit actuellement un réseau mondial à fibres optiques d'un montant de 10 milliards de dollars qui permettra d'abaisser le coût des télécommunications internationales. Global Crossing, entreprise américaine de télécommunications, s'est implantée dans les Bermudes en 1998.

46. La Bermuda Broadcasting Company possède deux chaînes de télévision et quatre stations de radio. Une troisième chaîne de télévision et trois autres stations de radio sont exploitées par la De Fontes Broadcasting Company. Le territoire ne compte qu'un seul quotidien, *The Royal Gazette*, et deux journaux de fin de semaine, l'un d'entre eux proposant également un numéro en milieu de semaine.

47. Les liaisons aériennes se sont considérablement améliorées ces dernières années. Il existe des vols réguliers entre les Bermudes et les États-Unis et vers le Royaume-Uni. Hamilton, qui est le principal port du territoire, est équipé pour recevoir des conteneurs. Il existe deux autres ports : St. George et Ireland Island, qui est un port franc.

48. Les Bermudes sont desservies par un bon réseau routier, public et privé, qui est adapté au trafic des voitures, des camions et des camions-citernes. Dans le domaine énergé-

tique, le territoire dépend entièrement des importations. La production d'électricité se fait par centrale thermique diesel ou par turbine à gaz. La production et la distribution de l'électricité relèvent de la responsabilité de la Bermuda Electric Light Company.

## F. Tourisme

49. Le tourisme demeure un secteur essentiel de l'économie du territoire et une importante source de devises. Toutefois, le déclin du secteur touristique observé dans les années 80 se poursuit. Les Bermudes ont une image haut de gamme et l'absence de casinos et de jeux de hasard rend le territoire moins attirant pour le tourisme de masse.

50. Le nouveau Gouvernement s'est engagé à relancer l'activité touristique et consacre ses efforts à l'élaboration d'un plan de développement pour l'an 2000. Il a procédé à la restructuration du Conseil du tourisme et créé un nouveau groupe national de promotion du tourisme. Sur la base d'une étude réalisée par la Monitor Company dans le cadre du programme sur la compétitivité du secteur touristique lancé en 1997, les Bermudes envisagent d'adopter des programmes de relance de l'industrie touristique avec l'appui des entreprises et des milieux d'affaires (voir A/AC.109/2109, par. 45).

51. Le Gouvernement a alloué plus de 35 millions de dollars au Ministère du tourisme dans son nouveau budget. Le nouveau Ministre du tourisme a présenté les grandes lignes d'un programme visant à lancer une campagne de publicité et de promotion, à proposer davantage de divertissements dans les hôtels, à améliorer les services d'information et d'accueil des visiteurs, à créer des commerces hors taxes pour les touristes, à offrir des incitations pour la création de petits et de grands hôtels et à assurer la promotion de l'île aux États-Unis, en Europe et en Amérique latine. Le Ministre négocie actuellement l'organisation de voyages à forfait (vol plus croisière) avec des agences de voyage qui proposent des croisières et avec des hôtels en vue de relancer l'activité touristique dans les Bermudes.

52. Un des plus grands hôtels du territoire devrait fermer ses portes à la fin de l'été 1999, alors même que beaucoup souhaitent que de nouveaux hôtels soient créés, que le personnel hôtelier soit mieux formé et que les résidences de vacances offrent plus de divertissements pour relancer le tourisme.

53. Bien que l'agence Standard and Poor's ne soit pas très optimiste quant à la relance de l'activité touristique, d'après la Economist Intelligence Unit, la situation ne devrait pas empirer<sup>6</sup>. Au cours des neuf premiers mois de 1998, les nuitées ont rapporté 5 310 000 dollars, contre 5 210 000

dollars pour la même période en 1997. Au cours des huit premiers mois de 1998, les taux d'occupation dans les hôtels sont passés de 60,1 % à 62,3 %. La durée moyenne des séjours, qui a augmenté de 2,1 %, était de 4,33 nuits au cours de la même période. Au deuxième trimestre de 1998, les dépenses des visiteurs ont augmenté de 7,5 % et se sont élevées en moyenne à 1 373 dollars par personne. Reflétant des tendances contraires, les arrivées par avion ont diminué de plus de 2 % au cours des neuf premiers mois de 1998 et les arrivées cumulées de touristes par avion et en croisière ont baissé de 1,3 % par rapport à 1997, alors que les arrivées de touristes en croisière ont continué à augmenter. Le nouveau programme de croisières de fin de semaine et de croisière plus séjour d'hôtel proposé par les Norwegian Cruise Lines devrait contribuer à améliorer le taux d'occupation dans les hôtels.

54. Le Gouvernement envisage également d'accroître le nombre de lignes aériennes qui desservent le territoire; jusqu'à présent, seule la compagnie British Airways et quatre compagnies américaines offrent des vols vers les Bermudes. Toutefois, les efforts du Gouvernement sont entravés par le fait que le Royaume-Uni contrôle tous les accords conclus entre les compagnies aériennes et le territoire; ce problème est actuellement à l'étude<sup>7</sup>.

## V. Situation sociale

### A. Discrimination raciale et questions relatives aux femmes

55. On se souviendra que dans la déclaration qu'il a faite le 5 novembre 1993 (voir A/AC.109/1189, par. 75), le Gouverneur a annoncé la création d'un nouveau Ministère des affaires humaines chargé de régler les problèmes de discrimination raciale sur le territoire, et de collaborer avec toutes les parties concernées pour éliminer ce phénomène. On trouvera des informations détaillées sur la question dans le document A/AC.109/2109, par. 49 et 50.

56. La loi de 1994 sur la Commission de l'unité et de l'égalité raciale a été promulguée par le Parlement, et la Commission a été mise en place l'année suivante. La Commission s'emploie activement à collaborer avec des particuliers, des employeurs, des syndicats et des institutions pour améliorer les relations interraciales au moyen de programmes éducatifs et sociaux visant à modifier les comportements et à améliorer les attitudes face aux problèmes raciaux.

57. D'après la presse, le Gouvernement travailliste entend modifier la loi pour faire du Code de bonne pratique un document ayant force obligatoire car il revêt trop d'impor-

tance pour laisser la possibilité de l'appliquer ou non. En janvier 1999, le Gouvernement a annoncé qu'il procéderait à une enquête dans les mois à venir et adresserait un questionnaire spécifique à plus de 500 entreprises. La Commission de l'unité et de l'égalité raciale devrait d'abord organiser une série d'ateliers sur les moyens de promouvoir l'égalité. Elle devrait en outre mettre l'accent sur les problèmes de racisme et de discrimination sur le lieu de travail et s'employer à améliorer la situation dans les entreprises, avant de passer à l'examen du Code de bonne pratique. Le questionnaire, adressé aux entreprises de plus de 10 employés, aurait pour objectif d'évaluer les progrès accomplis.

58. D'après les médias, en juin 1998, un groupe appelé Citizens Uprooting Racism in Bermuda (CURB), qui regroupe plusieurs organisations dont la Commission des droits de l'homme, l'Association nationale pour la réconciliation, Amnesty International et la Commission de l'unité et de l'égalité raciale, a organisé un débat avec 600 Bermudiens de différentes origines raciales<sup>8</sup>. À l'issue du débat, CURB a formulé plusieurs recommandations, parmi lesquelles :

a) La Commission des droits de l'homme devrait publier un registre des emplois détenus par des non-Bermudiens, avec les dates d'expiration de leur permis de travail;

b) Les entreprises devraient être invitées à réexaminer les prestations qu'elles offrent aux non-Bermudiens mais pas aux Bermudiens;

c) Il faudrait étudier la possibilité pour les Blancs de céder une partie de leur pouvoir et de mettre un terme au «old boy network» (réseau de relations des anciens élèves des écoles privées);

d) Il faudrait créer un seul système scolaire et supprimer les écoles privées afin de garantir l'égalité des chances entre tous les Bermudiens;

e) Il faudrait reconnaître le rôle des Noirs dans l'histoire des Bermudes et enseigner cette histoire dans les écoles;

f) Les Noirs devraient cesser de se plaindre de racisme lorsqu'ils font l'objet de mesures disciplinaires légitimes;

g) Le Gouvernement devrait reconnaître publiquement le fait qu'il a appliqué des politiques racistes par le passé et s'en excuser auprès des Noirs;

h) Après avoir formé les Bermudiens, les travailleurs immigrés temporaires devraient rentrer dans leur pays d'origine.

59. D'après la presse, on aurait conseillé à un certain nombre d'observateurs de faire preuve de discernement lors

de la lecture du rapport fondé sur l'opinion de 600 personnes. D'une manière générale, la presse a reconnu que certaines recommandations étaient fondées, concernaient l'essence même des problèmes raciaux dans les Bermudes et mettaient en relief les principaux problèmes à régler.

### Droits de l'homme

60. Les Bermudes sont soumises aux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ci-après, auxquels le Royaume-Uni est partie :

a) Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, à laquelle le Royaume-Uni a adhéré le 30 janvier 1970;

b) Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, signé et ratifié par le Royaume-Uni le 16 septembre 1968 et le 20 mai 1976, respectivement;

c) Pacte international relatif aux droits civils et politiques, signé et ratifié par le Royaume-Uni le 16 septembre 1968 et le 20 mai 1976, respectivement;

d) Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, signée et ratifiée par le Royaume-Uni le 15 mars 1985 et le 8 décembre 1988, respectivement; les Bermudes ont été inscrites sur la liste des territoires devant appliquer la Convention le 9 décembre 1992;

e) Convention relative aux droits de l'enfant, signée et ratifiée par le Royaume-Uni le 19 avril 1990 et le 16 décembre 1991, respectivement;

f) Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, signée et ratifiée par le Royaume-Uni le 11 octobre 1966 et le 7 mars 1969, respectivement; elle s'applique aux territoires sous souveraineté britannique;

g) Deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort, signé par le Royaume-Uni le 31 mars 1999.

### Questions relatives aux femmes

61. Les Bermudes ne comptent pas parmi les États signataires de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes. Une fois ratifiées par le Royaume-Uni, les Conventions des Nations Unies peuvent être appliquées aux Bermudes à la demande de celles-ci. La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

a été ratifiée par le Royaume-Uni en 1986. Trois territoires non autonomes britanniques, dont ne font pas partie les Bermudes, ont demandé que la Convention leur soit appliquée. Amnesty International fait actuellement circuler dans les Bermudes une pétition pour recueillir au moins 10 000 signatures, pétition qui sera remise au Premier Ministre. L'organisation compte obtenir l'appui d'entre-prises et d'associations de charité pour mener sa campagne.

62. D'après des informations publiées dans la presse<sup>9</sup>, le précédent gouvernement avait rebaptisé le Conseil consultatif des femmes en Conseil bermudien de la famille. Cette décision aurait été prise sans que les associations de femmes ne soient vraiment consultées. Plusieurs groupes de défense des intérêts de la femme se sont inquiétés de ce que le Gouvernement accorde moins d'importance aux questions relatives aux femmes. D'autres ont accueilli la décision du Gouvernement avec un optimisme modéré, considérant que le Conseil dispose maintenant d'un mandat plus large. En outre, certains ont également proposé de créer un conseil de la famille en plus d'un conseil des femmes.

63. Tout en assurant les femmes que, malgré son changement de nom, le Conseil continuerait d'accorder la priorité à leurs problèmes, le Ministre de la santé et des affaires sociales a annoncé la création d'une équipe spéciale chargée d'étudier les moyens d'améliorer les conditions de vie des jeunes hommes bermudiens d'origine africaine. Le Conseil devrait s'employer à mieux répondre aux besoins des familles dans le cadre tant du foyer que de l'école, du lieu de travail et de la communauté en général<sup>10</sup>. Ce projet doit être l'une des principales priorités du nouveau Conseil bermudien de la famille.

## B. Emploi

64. Selon l'enquête sur l'emploi de 1997, l'emploi a augmenté de 2 % entre 1996 et 1997, l'accroissement étant particulièrement prononcé dans les sociétés internationales et dans le secteur du bâtiment. Une baisse a toutefois été enregistrée dans les secteurs de l'hôtellerie et du commerce de gros<sup>11</sup>.

65. Aux Bermudes, les Blancs de sexe masculin ont de tout temps détenu l'essentiel des emplois au niveau du personnel de direction et des professions libérales. L'enquête a montré que les Blancs étaient trois fois plus susceptibles que les Noirs d'occuper des postes de direction et d'administration et deux fois plus susceptibles d'occuper un poste de spécialiste et de technicien. Certaines données indiquent que dans la catégorie des professions libérales et scientifiques, les Noirs font des avancées car ils détiennent jusqu'à la moitié

des nouveaux postes alors qu'ils n'occupent que 40 % de l'ensemble des emplois.

66. Bien que le nombre de Noirs occupant des postes d'administration et de direction ait augmenté de 6,1 %, la proportion des emplois détenus par les Noirs est en fait tombée de 30,5 % à 30,3 %, les Blancs occupant 64 % des nouveaux emplois.

67. Une nouvelle politique d'immigration concernant les résidents de longue durée est attendue du nouveau gouvernement. Celui-ci entend publier un document pour discussion (un Livre vert) et établirait un autre Livre blanc qui serait soumis à la Chambre<sup>12</sup>.

## C. Santé publique et environnement

68. Le Ministère de la santé et des services sociaux demeure chargé de toutes les questions liées à la santé publique. Les soins de santé sont dispensés par des médecins privés et trois dispensaires publics. Les soins hospitaliers sont payants et l'assurance maladie est obligatoire pour tous les travailleurs. Une taxe d'hospitalisation couvre le coût des services fournis par les hôpitaux aux enfants de moins de 16 ans. Les personnes âgées de plus de 65 ans paient 20 % de frais d'hôpital.

69. Le Gouvernement souhaite voir son système de soins de santé dispenser des soins de qualité et dans les meilleures conditions possibles. Dans le budget de l'exercice 1999-2000, 61,5 millions de dollars sont alloués aux hôpitaux et 14,4 millions de dollars aux soins de santé. L'augmentation de 3 620 000 dollars par rapport au budget de l'exercice précédent est due aux crédits prévus pour l'unité de désintoxication, qui apportera son concours au nouveau tribunal compétent en matière de drogue, et aux fonds prévus pour la mise en place du cinquième centre communautaire pour les personnes ayant des difficultés d'apprentissage. Une partie des fonds sera consacrée à la remise en état des maisons de repos pour personnes âgées, à un centre pour personnes âgées et à un programme de soins aux enfants des familles à faible revenu. En outre, un programme d'orientation sociale des jeunes relevant de la Commission nationale des drogues sera mis en place.

70. Selon les statistiques du Ministère de la santé, 12 personnes sont mortes du syndrome d'immunodéficience acquise au milieu de 1998, ce qui porte à 330 le nombre total de décès enregistrés à ce jour, et 13 nouveaux cas de sida ont été identifiés. Les Noirs représentent environ 90 % des décès. Il y a 10 ans, 90 % des cas de sida aux Bermudes étaient dus à la consommation de drogues par voie intraveineuse, alors que, à l'heure actuelle, on assiste à une augmentation des cas résultant d'activités homosexuelles ou hétérosexuelles.

71. On se préoccupe à nouveau du retour et de la propagation de la fièvre de dengue qui avait été éradiquée aux Bermudes dans les années 40. Les moustiques responsables essaieraient dans la région du centre, ce qui a amené le Ministère de la santé à solliciter le concours de la population pour détruire leur habitat.

72. Le Gouvernement du Parti travailliste et progressiste a adopté une nouvelle loi sur l'environnement, le *Clean Air Amendment Act* de 1999, qui vise à faire appliquer des normes plus rigoureuses en matière d'émissions et à réduire la pollution émanant des ateliers de peinture automobile au pistolet, des teintureries et des entreprises utilisant des pompes à gaz et des pompes diesel. L'Autorité de l'environnement est chargée de l'application de ces normes.

73. Les responsables de l'environnement espèrent lancer une campagne de nettoyage en vue de remettre en état le canal de Pembroke qui, pendant près de 100 ans, a été une zone polluée pour avoir été obstrué par des hydrocarbures, des produits chimiques et des eaux usées stagnants.

74. La principale source de préoccupation en matière d'environnement demeure toutefois les milliers de tonnes d'amiante abandonnées par les contingents au moment de leur départ. La poussière d'amiante a été «soigneusement» conditionnée mais n'a pu être déchargée en mer ni enterrée. Les agents du Ministère de l'environnement surveillent sans cesse quelque 525 conteneurs pleins d'amiante stockés dans la carrière de la baie de Bailey et à l'ancienne base navale des États-Unis de South Side, à St. David. Le Gouvernement bermudien espère vivement que le Gouvernement des États-Unis lui apportera une aide financière pour détruire l'amiante et nettoyer le pétrole et les métaux lourds afin de permettre la mise en valeur des terres.

#### **D. Prévention des drogues, système de justice pénale et police**

75. Selon la presse, il ressort d'une étude effectuée en 1997 par la Commission nationale des drogues que moins d'étudiants consomment de l'alcool, du tabac ou de la marijuana qu'en 1994. 14,1 % d'étudiants consomment actuellement de la marijuana, ce qui représente une baisse par rapport à 1994 (15,1 %) mais une hausse par rapport à 1991 (9,7 %). La baisse du nombre de consommateurs d'alcool est la plus frappante, passant de 52,9 % à 26,3 % entre 1991 et 1997. La consommation de tabac a également légèrement baissé, passant de 15,1 % à 14,1 % pendant la même période. Ces données peuvent être perçues comme la preuve que les programmes d'éducation et de prévention appliqués aux Bermudes portent des fruits<sup>13</sup>.

76. Le nouveau Président de la Commission nationale des drogues espère que le nouveau tribunal compétent en matière de drogues entamera ses activités vers la fin de 1999. Ses efforts continueront de porter sur la prévention des drogues. Le Président entend appuyer les changements introduits dans le système de justice pénale des Bermudes en faveur des justiciables qui ont besoin d'un traitement contre l'abus d'alcool et de drogues. La Commission conduit la deuxième étude sur la population adulte qui visera à recueillir les vues de la population concernant les répercussions de la toxicomanie sur la communauté. Les résultats devraient être disponibles au milieu de l'été.

77. Selon les médias, le système pénitentiaire et judiciaire du territoire suscite de nouvelles préoccupations. Des appels ont été lancés en vue de l'adoption d'une méthode plus éclairée permettant de le rendre plus efficace. La recherche de solutions de rechange à la prison, la réinsertion sociale et la formation, le réaménagement des lois et règlements, le rôle du Conseil de traitement des délinquants, la sécurité publique ainsi que les techniques et outils d'enquête et de collecte d'informations figurent parmi les questions qui suscitent de vifs débats, en particulier à la suite d'un certain nombre de cas de meurtres, de sévices sexuels et de vols à main armée très médiatisés et d'une augmentation supposée de la criminalité.

78. Le Gouvernement du Parti libéral et progressiste a fait du poste de procureur général un poste politique et envisage de créer un nouveau poste de directeur des poursuites publiques. On estime que les Bermudes ont le plus grand nombre de policiers au kilomètre carré, soit 21 (voir par. 8 ci-dessus). Le territoire dispose également de plusieurs centaines de réservistes de la police à temps partiel. Le budget de la police s'élève à environ 35,7 millions de dollars et celui du système pénitentiaire à 13,1 millions de dollars<sup>14</sup>.

#### **VI. Éducation**

79. Aux Bermudes, l'éducation est obligatoire pour les enfants de 5 à 16 ans et gratuite à l'école publique maternelle, primaire et secondaire, dont la gestion est assurée par le Ministère de l'éducation.

80. Le Gouvernement aurait investi 6,2 millions de dollars dans la rénovation des écoles secondaires du premier cycle en 1997. La majeure partie de ces travaux de rénovation, qui s'inscrivent dans le cadre d'un plan à deux étapes, devraient être achevés au cours de la première phase, s'échelonnant sur cinq ans. Le programme d'enseignement secondaire du premier cycle sera élargi et la durée en sera portée à trois ans; il doit conduire les élèves au deuxième cycle, qui durera quatre ans<sup>15</sup>.

81. Les Bermudes ont un code de conduite pour les écoles publiques qui est intégré à la loi sur l'enseignement de 1996, en vigueur dans tous les établissements scolaires; ce code a son équivalent pour les écoles privées.

82. Aux Bermudes, il n'y a ni université qui délivre de diplômes, ni école de commerce, ni faculté de droit. Chaque année, le Gouvernement octroie des bourses à de jeunes Bermudiens admis dans les universités les mieux cotées des États-Unis, du Canada et du Royaume-Uni. Des bourses sont également accordées aux étudiants par des banques locales, les grands cabinets d'avocats-conseils et des sociétés internationales implantées aux Bermudes, pour poursuivre des études universitaires ou intégrer la fonction publique, les banques, les affaires, les assurances et les cabinets d'avocats-conseils dans le secteur privé. Selon le National Education Guarantee Scheme (Plan de garantie de l'éducation nationale) lancé en 1994 par le Gouvernement des Bermudes, le manque de ressources financières ne saurait être invoqué pour refuser à un étudiant bermudien pouvant prétendre à une formation universitaire de poursuivre des études supérieures. Le Gouvernement accorde des prêts pour études universitaires à des taux très favorables<sup>16</sup>.

83. Avec un montant de 85,1 millions de dollars, soit une augmentation de 11,2 % par rapport à l'exercice précédent, l'éducation constitue le deuxième poste de dépenses au titre du budget 1999-2000. Le Premier Ministre, qui détient également le portefeuille de l'éducation, a promis de réduire le nombre d'enfants par classe, de ramener le rapport enseignants-élèves à 15 pour 1 d'ici le début de la nouvelle année scolaire, de renforcer la sécurité des élèves et du personnel, de mettre en place des conseils scolaires élus et de renforcer les maillons importants du système d'enseignement en dispensant une formation spéciale aux assistants de présence. Le Gouvernement s'est engagé à mettre en place un modèle national pour les écoles maternelles et à élaborer des programmes d'intervention précoce à l'intention des enfants ayant des besoins spéciaux.

84. Le Gouvernement a décidé de s'employer à former les enseignants à mieux utiliser la technologie. Le plan élaboré par le secteur privé en vue de familiariser tous les élèves des établissements publics des Bermudes aux technologies de pointe pourrait être intégré au programme d'enseignement d'ici le début de l'année scolaire, et ce en coopération avec trois importantes universités américaines.

85. Une étude de trois semaines effectuée sous le parrainage de la Bermuda Foundation for Insurance a montré que les principaux domaines nécessitant des améliorations sont l'éducation, le tourisme, les affaires internationales et la conduite des affaires publiques. Elle indique que les Noirs de sexe masculin ont une mauvaise image des entreprises

internationales et qu'ils sont attirés par le travail manuel. Selon l'étude, les Bermudes ne devraient pas seulement concentrer l'attention sur les différences internes de nationalité, de sexe, d'âge ou de classe mais penser à l'avenir du territoire et pousser les Bermudiens à acquérir une éducation spécialisée et une expérience internationale et à établir des relations internationales fondées sur la confiance et le respect qui leur permettent de contrôler, à l'échelle mondiale, le secteur des assurances des Bermudes. Selon la Fondation, ce secteur emploie quelque 3 000 personnes et produit plus de 100 millions de dollars d'actifs<sup>17</sup>.

86. Le rapport invite également à accroître les possibilités de bourses, à étendre la durée du programme d'enseignement supérieur des Bermudes de deux à quatre ans, à assurer l'accès de tous les élèves des écoles primaires et secondaires à l'informatique et à encourager l'étude d'une deuxième et d'une troisième langue.

## VII. Statut politique futur

### A. Référendum pour l'indépendance

87. On se souviendra que le 24 mars 1995, la Chambre territoriale d'assemblée a adopté le projet de loi sur le référendum pour l'indépendance. Le 5 avril 1995, le Sénat a approuvé ce projet de loi. Le référendum a eu lieu le 16 août 1995. D'après la Puissance administrante, 58,8 % des électeurs inscrits ont participé au référendum, dont les résultats ont été les suivants : 25,6 % en faveur de l'indépendance; 73,6 % contre (et 0,7 % d'abstentions). À l'issue du référendum, Sir John Swan, Premier Ministre des Bermudes, a donné sa démission et a été remplacé par David Saul, précédemment Ministre des finances (voir A/AC.109/2020, par. 31 à 40, et A/AC.109/2041, par. 35 à 37).

### B. Position de la Puissance administrante

88. Le 4 février 1998, le Ministre britannique des affaires étrangères et du Commonwealth, Robin Cook, dans un discours prononcé devant l'Association des territoires dépendants à Londres, a annoncé que, durant les premiers mois de son mandat, il avait fait procéder à un bilan de la gestion britannique des territoires dépendants. On trouvera aux paragraphes 70 à 81 du document A/AC.109/2102 un résumé des principes et des questions majeures exposés dans le projet de «modernisation» des relations entre le Royaume-Uni et les territoires dépendants.

89. En mars 1999, le Gouvernement du Royaume-Uni a présenté au Parlement un Livre blanc intitulé «Partnership for Progress and Prosperity: Britain and the Overseas Territories» (Partenariat pour le progrès et la prospérité : la Grande-Bretagne et les territoires d'outre-mer). Le texte du Livre blanc figure en annexe au document A/AC.109/1999/1. On trouvera ci-après les principales recommandations qui y sont formulées :

a) Les territoires seraient désormais territoires d'outre-mer du Royaume-Uni (en abrégé territoires d'outre-mer);

b) La citoyenneté britannique, et donc le droit de résidence, serait accordée aux habitants des territoires d'outre-mer qui n'en jouissent pas déjà, à certaines conditions;

c) Les personnes qui ne souhaitent pas prendre la citoyenneté britannique pourraient demeurer citoyens des territoires dépendants britanniques;

d) Les citoyens britanniques d'outre-mer ne seraient pas concernés par cette offre et elle ne s'appliquerait pas non plus aux personnes qui jouissent de leur statut de citoyen des territoires dépendants britanniques du fait de leurs liens avec le Territoire britannique de l'océan Indien ou les Bases souveraines de Chypre;

e) L'offre de citoyenneté ne serait pas réciproque (en ce qui concerne le droit de résidence). Il n'existe pas de liens conditionnels entre l'offre et les autres obligations consignées dans le Livre blanc;

f) Les arrangements en matière d'administration et de représentation seraient les suivants :

i) Mise en place de structures parallèles des territoires d'outre-mer au sein du Ministère des affaires étrangères et du Commonwealth et du Département du développement international;

ii) Nomination de la baronne Symons comme Ministre chargée des territoires d'outre-mer;

iii) Création d'un conseil consultatif des territoires d'outre-mer regroupant les ministres britanniques et les premiers ministres des territoires d'outre-mer ou des responsables de même rang;

iv) Nomination d'un premier secrétaire au Bureau du Représentant permanent du Royaume-Uni auprès de l'Union européenne pour assurer la liaison entre les territoires d'outre-mer et l'Union européenne;

g) Les dispositions ci-après seront prises pour assurer la bonne gouvernance :

i) Meilleure réglementation du secteur des services financiers dans les territoires d'outre-mer en vue de l'application de normes acceptables à l'échelle internationale et de la lutte contre les crimes financiers et le non-respect de la réglementation;

ii) Mesures visant à promouvoir la coopération avec les organes internationaux de réglementation et d'application des lois en vue d'échanger des informations et d'améliorer la réglementation financière à l'échelle mondiale;

iii) Renforcement des mesures de lutte contre le trafic de drogues et les crimes connexes;

iv) Réforme de la législation locale de certains territoires en vue d'assurer l'application des mêmes normes en matière des droits de l'homme que celles en vigueur au Royaume-Uni en ce qui concerne la peine de mort, les peines corporelles et les actes homosexuels consensuels. Si des mesures ne sont pas prises au niveau local, le Gouvernement de Sa Majesté appliquerait les changements nécessaires;

h) Les mesures ci-après seront prises en matière de développement durable :

i) Partenariat entre le Gouvernement de Sa Majesté et les territoires d'outre-mer en vue de promouvoir la croissance économique et l'autosuffisance;

ii) Confirmation du fait que les besoins d'aide raisonnables des territoires d'outre-mer seraient l'une des priorités du programme de développement;

iii) Poursuite de l'aide budgétaire accordée à Montserrat et à Sainte-Hélène;

iv) Renforcement des procédures et des directives concernant les emprunts contractés par les territoires d'outre-mer;

v) Renforcement des politiques, lois et normes de protection et de gestion du riche patrimoine naturel des territoires;

vi) Augmentation des crédits alloués (1,5 million de livres sterling sur une période de trois ans) pour l'élaboration et l'application de programmes intégrés sur l'environnement;

vii) Conclusion d'un accord relatif à une charte sur l'environnement entre le Royaume-Uni et les territoires d'outre-mer;

viii) Programme d'assistance technique, de formation et de coopération pour le renforcement des capacités

locales en vue de la gestion et de la surveillance de l'environnement.

### C. Position du gouvernement du territoire

90. En septembre 1995, David Saul, alors Premier Ministre des Bermudes, déclarait qu'il «coulerait beaucoup d'eau sous les ponts avant l'indépendance» et que la «question ne serait plus soulevée durant la présente législature»<sup>18</sup>. Cette position n'a guère changé au cours de la période à l'examen.

91. Toutefois, la question de l'indépendance a refait surface depuis la publication du Livre blanc. Au moment de l'établissement du présent rapport, il n'avait pas encore suscité de réaction officielle. Selon la presse, la réaction initiale du gouvernement du Parti libéral et progressiste était positive<sup>19</sup> tandis que l'opposition réclamait un référendum<sup>20</sup>. Le Livre blanc fait l'objet de débats et de discussions dans les médias et la presse. Selon une enquête d'opinion, la majorité de la population serait disposée à recevoir un passeport britannique. Certains estiment toutefois que le Livre blanc sème la discorde. On craint que le Royaume-Uni n'introduise de toute façon les changements si les Bermudiens n'acceptent pas l'offre qui leur est faite. Les uns pensent que le Royaume-Uni est tenu de respecter les conventions sur les droits de l'homme alors que les autres estiment que la question de l'indépendance devrait faire l'objet de négociations. Certaines personnes pensent que le document constitue une grave menace au tissu social et moral de la communauté et un pas en arrière qui remettra à l'ordre du jour la question de l'indépendance pendant que d'autres estiment qu'il offre des possibilités aux Bermudiens. Des précisions sont demandées alors que le débat se poursuit.

### D. Décision de l'Assemblée générale

92. Dans la déclaration qu'il a faite devant la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) de l'Assemblée générale, le 5 octobre 1998, le représentant du Royaume-Uni a exposé la position de son gouvernement à l'égard des territoires dépendants (voir A/C.4/53/SR.3, par. 18 à 24).

93. Le 3 décembre 1998, l'Assemblée générale a adopté sans vote la résolution 53/67 B, dont la section III est spécifiquement consacrée aux Bermudes.

#### Notes

<sup>1</sup> Les informations reprises dans le présent document de travail sont tirées de rapports publiés.

<sup>2</sup> The Economist Intelligence Unit, 1er trimestre 1998.

<sup>3</sup> *The Royal Gazette*, 20 février 1999.

<sup>4</sup> The Economist Intelligence Unit, rapport de pays sur les Bermudes, premier trimestre, 1999.

<sup>5</sup> *The New York Times*, 28 avril 1999

<sup>6</sup> The Economist Intelligence Unit, NewsWire, 10 février 1999.

<sup>7</sup> *The Royal Gazette*, 6 mars 1999.

<sup>8</sup> *Ibid.*, 12 octobre 1998.

<sup>9</sup> *Ibid.*, 2 octobre 1998 et 5 février et 8 mars 1999.

<sup>10</sup> *Ibid.*, 8 mars 1999.

<sup>11</sup> *The Royal Gazette*, 8 janvier 1999.

<sup>12</sup> *Ibid.*, 10 décembre 1998.

<sup>13</sup> *Ibid.*, 13 janvier 1999.

<sup>14</sup> Site Web : bermuda-online.org.

<sup>15</sup> *Bermuda Sun*, 18 juillet 1997.

<sup>16</sup> *The Royal Gazette*, 5 mai 1998.

<sup>17</sup> *The Royal Gazette*, 21 juin 1998.

<sup>18</sup> *Ibid.*, 30 septembre 1998.

<sup>19</sup> Reuter, 17 mars 1999.

<sup>20</sup> *The Royal Gazette*, 18 mars 1999.